

Communiqué de presse

Budget 2027 : Face à la colère sociale, le gouvernement s'entête dans l'austérité

Alors que la jeunesse est descendue massivement dans la rue le 17 octobre, avec les travailleuses et travailleurs, provoquant un immense mouvement de contestation générale contre la dégradation des services publics, des conditions d'études, de la vie chère et de l'injustice fiscale et sociale, le gouvernement s'obstine à défendre un projet budgétaire austéritaire qui fera payer la crise aux plus modestes, aux malades, aux retraités, aux familles et aux services publics sans jamais songer à chercher l'argent là où il est.

Un projet de finances (PLF) déjà détricoté

Alors que la France subit une crise du logement sans précédent, **le PLF prévoit le gel des allocations logement**, donc un accroissement de la pauvreté et de la précarité, alors que les ultra riches sont totalement épargnés. Il renouvelle, **pour la 4ème année consécutive, le gel du point d'indice pour les fonctionnaires**, et prépare des **budgets sacrifiés pour la transition écologique, pour la santé, le travail, l'éducation, la culture**, et de nouvelles **coupes budgétaires pour des collectivités déjà asphyxiées**.

Dans ce contexte, le gouvernement plus que minoritaire ne parvient pas à imposer son agenda à l'Assemblée nationale. : Le PLF a été rejeté en commission et le vote solennel en séance publique est reporté à cause des nombreux amendements. Pour la CGT, c'est un premier recul imposé au gouvernement, qui prouve que rien n'est joué, et qu'il doit revoir sa copie de fond en comble.

Le PLFSS 2027 : une charge antisociale contre les assurés-es

L'interruption des débats sur le PLF laisse place à l'examen d'un PLFSS profondément antisocial. Le texte prévoit **la sous-indexation ou le gel des pensions de retraite au-delà de 1260 euros** selon des seuils fixés par décret. 67 % des retraités sont concernés, alors que leur pension a déjà baissé de 6,5% depuis 1999 et que le taux de pauvreté des retraités ne cesse d'augmenter, passant de 7% en 2017 à 10,6% en 2024. **Concrètement cela peut signifier 1000 à 2000 € de perte de revenu pour un couple de retraité.es dans la moyenne.**

Les arrêts maladie sont également attaqués, le gouvernement visant **2 Md€ de baisse**, avec une menace que ne soient plus indemnisés les arrêts inférieurs à une semaine !

Afin de faire les yeux doux à l'extrême droite, le gouvernement prévoit également l'imposition d'une condition d'un an de séjour pour l'accès aux prestations familiales et aux APL pour les étrangers extra-communautaires en situation régulière. C'est une mesure de discrimination raciste qui touchera mettra en difficultés près de 110 000 personnes, dont 30 000 enfants.

Le PLFSS prévoit également le gel des prestations familiales et la réforme de l'allocation de rentrée scolaire, qui frapperont les familles les plus précaires. Enfin dans la foulée des mesures de remboursements prévus par décret durant l'été comme la hausse des franchises, **le PLFSS prévoit une nouvelle cure d'austérité pour l'hôpital et la santé** avec un objectif national de dépenses d'assurance maladie plafonné à 2%.

La CGT demande aux parlementaires de s'opposer à ces mesures et d'entendre la contestation en renforçant les moyens alloués aux services publics comme la santé et la transition écologique par le biais d'une véritable justice fiscale mettant enfin à contribution les grandes entreprises et les plus hauts patrimoines. **Il faut répondre à la crise par une augmentation urgente des salaires, des pensions, des prestations sociales et des minima sociaux.**

La CGT appelle à poursuivre et amplifier la mobilisation, avec les jeunes, les travailleur-ses et les retraité-es dès maintenant et à faire une réussite de la journée intersyndicale de grèves et de manifestations interprofessionnelles du 5 novembre.

A Montreuil, le 21 octobre 2026